



Des victimes de trafics d'êtres humains qui ont été rapatriées parlent avec des travailleurs sociaux chargés de les aider dans une pagode de Mandalay, au Myanmar.

Travailler ensemble pour éradiquer les trafics d'êtres humains au Myanmar

La mondialisation et l'accroissement des inégalités économiques ont fait du trafic des êtres humains, ou la traite des personnes, une menace sérieuse au niveau international. Le département d'État des États-Unis estime que le trafic des êtres humains fait 800 000 victimes chaque année. Ce sont principalement des femmes et des enfants pauvres et d'autres membres vulnérables de la société ; un tiers des victimes viennent d'Asie du Sud-Est.

AGGRAVATION DE LA SITUATION DANS LA SOUS-RÉGION DU MÉKONG

Le trafic transfrontalier est devenu particulièrement préoccupant dans les six pays traversés par le fleuve Mékong : le Cambodge, le Vietnam, le Laos, la Thaïlande, le Myanmar

et la Chine. De mars 2009 à mars 2014, la JICA a apporté son aide à une équipe multidisciplinaire constituée d'agences gouvernementales et non gouvernementales impliquées dans le secours et la réinsertion sociale des victimes de trafic en Thaïlande.

La JICA déploie également des efforts concertés pour la prévention des trafics. Au Vietnam, un projet mené de juillet 2012 à juillet 2015 a mis en place un système d'assistance téléphonique destiné à prévenir les trafics des êtres humains et à venir en aide aux victimes. Les victimes et leurs familles peuvent appeler un numéro d'urgence pour bénéficier d'un soutien psychologique. Le service collecte également des informations sur les trafics et les transmet aux agences concernées.

SOUTENIR LES VICTIMES AU MYANMAR

Les cas de trafic se multiplient au Myanmar, où les victimes sont souvent emmenées en Thaïlande et en Chine pour travailler dans l'industrie du sexe ou en tant que main-d'œuvre bon marché. En réponse à cette situation, la JICA a initié en 2009 un projet de lutte contre les trafics au Myanmar.

Le Myanmar a poursuivi les efforts visant à endiguer ce fléau, notamment en adoptant une législation destinée à lutter contre le trafic d'êtres humains en 2005, puis par l'élaboration d'un plan quinquennal et la participation à des



Les conseillers se livrent à des jeux de rôle pour apprendre à interagir avec des victimes de trafic (à gauche). L'expert de la JICA, Kyoko Katsuki, s'adresse à des participants lors d'un cours de formation au soutien psychologique.

plans de lutte coordonnés avec d'autres pays de la sous-région du Grand Mékong. Bien que ces efforts aient permis d'améliorer la situation en renforçant les mesures préventives, l'aide aux victimes reste insuffisante.

Pendant une année, à partir de mars 2009, la JICA a envoyé des experts au Myanmar pour évaluer le niveau de soutien aux victimes. L'étude a montré que s'il existe un mécanisme de soutien pour accompagner leur réinsertion dans la société, les efforts de réhabilitation et de réinsertion sont en butte à des difficultés qui mettent en relief la mauvaise compréhension de la situation des victimes et le manque de foyers.

Dans ce contexte, la JICA a répondu à une demande du gouvernement du Myanmar avec un projet qui a débuté en juin 2012 pour renforcer les capacités des agents chargés de l'aide aux victimes. Dans le cadre de ce projet, qui devrait se terminer en juin 2015, la JICA envoie des experts pour assurer des formations et apporter des conseils aux travailleurs sociaux du département de la protection sociale, aux policiers et à des membres d'ONG du Myanmar. Le projet a pour ambition d'établir un système de soutien durable pour les victimes.

Parallèlement à ces activités de la JICA, le gouvernement japonais a accordé un don, via le ministère des Affaires étrangères, pour la construction de foyers destinés aux victimes de trafic.

AIDER LES VICTIMES À SE RÉINSÉRER DANS LA SOCIÉTÉ

À leur retour au Myanmar, les victimes passent les premiers jours dans un foyer. Après des entretiens avec des travailleurs sociaux du département de la protection sociale et des agents de police, elles retournent dans leur famille. Cependant, de nombreux membres du personnel ne comprennent pas bien comment apporter une aide adaptée à ces personnes.

Kyoko Katsuki, expert de la JICA, a participé à l'élaboration d'un programme visant à former des instructeurs qualifiés pour conseiller et guider les personnes impliquées dans la réhabilitation et la réinsertion. Parmi les nombreux cours organisés dans le cadre de ce programme,

le soutien psychologique aux victimes semble trouver un écho particulièrement puissant parmi les participants. Le formateur y insiste sur la nécessité de laisser les victimes décider par elles-mêmes de la prochaine étape et décrit le rôle des conseillers comme une aide pour faire le meilleur choix en identifiant les problèmes et en fournissant des informations. « Jusqu'à maintenant, je ne faisais qu'écouter ce que les victimes avaient à dire », confie un policier qui a participé au cours. « Dorénavant, je vais pouvoir leur fournir des informations qui apaiseront leurs inquiétudes ».

Le Myanmar a également besoin de programmes de réinsertion offrant des opportunités économiques aux victimes de trafic. La JICA établit actuellement un centre d'information dans la ville de Rangoun qui permettra aux victimes de trouver un emploi stable et de subvenir à leurs besoins une fois rentrées chez elles. Pour aller de l'avant, la JICA poursuivra ses efforts de lutte contre les trafics d'êtres humains en renforçant la coopération avec les pays de la sous-région du Grand Mékong.

Les participants à un cours de formation discutent des besoins des victimes et des manières de leur venir en aide.

